

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 16035 PORTANT
RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET
INTERDICTION DE STATIONNER
AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
DU 12 JANVIER 2026 AU 23 JANVIER 2026**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1, R411-25 à R 411-28, et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 05 janvier 2026 par laquelle la société **TERCA – 3/5 rue Lavoisier – 77400 LAGNY SUR MARNE**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour des travaux de branchement Enedis riverain, du 12 janvier 2026 au 23 janvier 2026.

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et d'interdire le stationnement avenue de la République dans le cadre de travaux de branchement Enedis riverain, du 12 janvier 2026 au 23 janvier 2026,

A R R E T E :

Article 1 –

Du 12 janvier 2026 au 23 janvier 2026, la circulation sera restreinte et le stationnement sera interdit sur 30 mètres linéaires au droit du n° 245 avenue de la République pour le motif suivant : travaux de branchement Enedis riverain.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 7 jours avant le début des travaux par la société **TERCA – 3/5 rue Lavoisier – 77400 LAGNY SUR MARNE** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de ceux-ci.

Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **TERCA – 3/5 rue Lavoisier – 77400 LAGNY SUR MARNE** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Madame la Directrice Générale des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 05 janvier 2026.



Marie France PARRAIN
Maire de Maisons-Alfort
Conseillère Départementale du Val-de-Marne

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 08/01/2026
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 09/01/2026